



Conseil économique et social

Distr. générale
3 août 2023
Français
Original : anglais

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Convoqué sous les auspices du Conseil économique et social
Du 10 au 14 et du 17 au 19 juillet 2023

Rapport du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2023

Résumé

Les pays ont été gravement déstabilisés par des crises interdépendantes qui ont amplifié les problèmes urgents, notamment ceux liés à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, à l'inflation, à la dette et à l'énergie. En conséquence, ils ont pris encore plus de retard dans la réalisation des objectifs de développement durable du fait de ces nouvelles difficultés. Leur réalisation reste essentielle malgré ces revers et il est donc nécessaire de renforcer les efforts collectifs pour mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui reste la feuille de route commune pour parvenir au développement durable.

Tous les objectifs sont importants et leur réalisation est confrontée à des défis. La situation actuelle en matière de sécurité alimentaire (objectif 2) et d'accès à l'eau potable et à l'assainissement (objectif 6) est particulièrement critique. La science, la technologie et l'innovation jouent un rôle déterminant pour surmonter les difficultés et accélérer les progrès dans la réalisation de tous les objectifs. L'analyse scientifique montre qu'elle est encore possible si les pays collaborent efficacement.

L'action climatique ainsi que la nécessité urgente de lutter contre la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement figurent au premier rang des priorités. La réduction des émissions de gaz à effet de serre et la transition vers les énergies renouvelables d'une manière juste et équitable sont de la plus haute importance.

L'engagement de ne laisser personne de côté doit être réaffirmé, notamment par des actions qui soutiennent l'égalité entre les hommes et les femmes et permettent de relever les défis auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes. Les partenariats multipartites et la coordination mondiale – y compris avec la société civile, le secteur privé et les autorités locales – sont essentiels à la mise en œuvre du Programme 2030.



L'accès au financement est un défi majeur pour parvenir à un développement durable. Les pays en développement sont confrontés à des obstacles importants dus au surendettement, à des taux d'intérêt élevés et à une marge de manœuvre budgétaire restreinte, avec des options limitées de financement abordable. De nombreux pays réclament davantage de financements à des conditions favorables, des réformes de l'architecture financière internationale et des solutions de financement innovantes, notamment un allègement des services de la dette pour les échanges dette-climat.

L'eau et l'assainissement doivent être élevés au rang de priorité politique mondiale et reconnus à la fois comme un bien commun mondial et un droit fondamental. Les risques accrus de l'inaction ont un effet disproportionné sur les groupes les plus vulnérables dans le monde. Un changement de paradigme dans la gestion de l'eau et une action concertée accrue, y compris un bilan régulier, sont essentiels. Il est de plus en plus urgent d'atténuer les risques liés à l'eau et à l'assainissement et de mettre en place des systèmes d'alerte rapide. Il est indispensable d'instaurer une coopération plus efficace et axée sur les résultats entre les pays, les groupes de parties prenantes et les institutions. Les actions et la dynamique au niveau mondial devraient continuer de s'appuyer sur le succès de la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), qui s'est tenue du 22 au 24 mars 2023. La nomination d'un envoyé spécial des Nations Unies pour l'eau, l'adoption d'une stratégie à l'échelle du système des Nations Unies et l'organisation régulière de dialogues mondiaux sur l'eau seraient accueillies très favorablement par les pays.

Il est urgent d'intensifier les efforts faits pour garantir l'accès universel à une énergie propre et abordable et d'appeler à l'action pour mettre en œuvre le plan d'étapes mondial pour accélérer la réalisation de l'objectif 7. C'est sur une énergie abordable, fiable, durable et moderne que repose la capacité à atteindre d'autres objectifs et de réduire à zéro les émissions nettes d'ici 2050. Garantir l'accès universel à une électricité propre et abordable doit être élevé au rang de priorité politique urgente. Une telle action en matière d'énergie doit avoir pour objectif de parvenir à un taux zéro d'émissions nettes. Sans une profonde décarbonisation de l'énergie, il ne sera bientôt plus possible de réduire à zéro les émissions d'ici à 2050. Une plateforme pour un dialogue intergouvernemental suivi sur l'énergie au sein des Nations Unies pourrait grandement contribuer à renforcer la coopération internationale.

L'innovation, soutenue par la science et la technologie, est un moteur de croissance qui favorise la transformation et permet aux pays de développer leur économie, de créer des emplois et d'élargir la gamme des produits et des services. Les pays doivent adopter des politiques, des stratégies et des réglementations qui favorisent des transitions justes et inclusives vers des économies vertes et numériques et qui réduisent la fracture numérique. Les décideurs politiques devraient également promouvoir des cadres juridiques qui soutiennent une intelligence artificielle responsable et éthique et préparer leur main-d'œuvre à un avenir où elle sera la norme.

Compte tenu de l'accélération de l'urbanisation dans les pays en développement, la construction et la reconstruction de villes et de communautés durables ont une incidence majeure sur la réalisation des objectifs dans leur ensemble. Les crises récentes ont des répercussions négatives sur la réalisation de l'objectif 11 et, sans une action renforcée, les bidonvilles pourraient bien abriter 2 milliards de personnes supplémentaires au cours des 30 prochaines années. L'amélioration de l'accès aux transports publics est essentielle pour permettre aux citoyens d'accéder aux débouchés économiques. L'action doit être ciblée au niveau local et axée sur l'inclusion, la durabilité et le logement abordable.

En raison de la crise mondiale de la dette, de nombreux pays consacrent une part de plus en plus importante de leurs recettes fiscales au service de la dette, au détriment des objectifs de développement durable et des services publics. En outre, du fait de la guerre en cours en Ukraine, les priorités en matière de dépenses publiques se réorientent vers l'armée et les industries qui produisent des combustibles fossiles. Un appel a été lancé pour établir un cadre juridique afin de prévenir la crise de la dette souveraine, en donnant la priorité à l'annulation de la dette et à une nouvelle approche de la viabilité de la dette. Le secteur public ne peut à lui seul financer l'adaptation aux changements climatiques et la réalisation des objectifs. Une mobilisation massive de capitaux privés et un réexamen en profondeur de l'architecture financière mondiale, y compris des mesures pour lutter contre la corruption et les infractions financières, sont nécessaires.

La mobilisation de l'action régionale et l'exploitation des cadres régionaux peuvent aider les pays à surmonter les crises et à progresser sur la voie du redressement et de la mise en œuvre intégrale du Programme 2030. Il est nécessaire de le démocratiser et de l'adapter aux conditions locales, notamment grâce à l'engagement des jeunes et à la solidarité intergénérationnelle, afin d'atteindre les objectifs tout en ne laissant personne de côté.

Des actions concrètes sont nécessaires pour relever les défis auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement en matière de mobilisation des ressources. Il s'agit notamment de réformer l'architecture financière internationale et d'adopter l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, ce qui permettrait une évaluation exhaustive de leurs vulnérabilités lors de la prise de décisions relatives au financement du développement. Alors qu'il est largement admis que les pays à revenu intermédiaire jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs au niveau mondial, les divers défis et écarts de développement auxquels ils sont confrontés ne sont pas pris en compte par les indicateurs fondés sur les revenus.

Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et de nombreux pays africains sont ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte. Les efforts de redressement doivent être axés sur le renforcement de la résilience et la transformation structurelle de leurs économies. Le manque de financement adapté et abordable constitue le principal obstacle à la réalisation des objectifs. Il est nécessaire de soutenir la mise en œuvre du plan de relance des objectifs de développement durable, comme l'a demandé le Secrétaire général, au profit de ces pays.

Les grands groupes et d'autres parties prenantes appellent à une approche du développement qui soit plus durable, véritablement inclusive et centrée sur les droits de l'homme. Les partenariats aux niveaux national et international sont essentiels pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 et en rendre compte. Les États ont souligné l'importance fondamentale de la société civile pour aider à créer les capacités nécessaires à la réalisation des objectifs sur le terrain, et nombre d'entre eux ont mis en exergue leur engagement continu avec les groupes d'intérêt.

Le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2023 organisé sous les auspices de l'Assemblée générale (Sommet sur les objectifs de développement durable) offre une occasion importante de réhausser les ambitions, de renforcer la volonté politique et d'élargir les coalitions sociales, sur la base de connaissances scientifiques solides, afin de catalyser et de verrouiller la dynamique de changement, en tirant le meilleur profit et en amortissant les coûts des transformations nécessaires à la mise en œuvre du Programme 2030.

I. Introduction

1. Dans sa résolution [67/290](#), l'Assemblée générale a décidé que le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social se réunirait annuellement sur convocation du Président du Conseil pour une période de huit jours, incluant un débat ministériel de trois jours. Conformément au paragraphe 11 c) de l'annexe à la résolution [68/1](#), la réunion ministérielle de trois jours doit se tenir pendant le débat de haut niveau du Conseil.
2. Dans sa résolution [2023/1](#), le Conseil a décidé que le forum se tiendrait du 10 au 14 juillet puis du 17 au 19 juillet 2023, et que le débat de haut-niveau de sa session de 2023 aurait lieu du 17 au 20 juillet et inclurait les trois jours de réunion ministérielle du forum (17-19 juillet).
3. Dans sa résolution [75/290 B](#), l'Assemblée générale a décidé que la session de 2023 du forum serait consacrée au thème « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux » et que le forum, sans préjudice de la nature intégrée, indivisible et interdépendante des objectifs de développement durable, et en vue de faciliter un examen minutieux des progrès accomplis dans la réalisation de tous les objectifs au cours d'un cycle de quatre ans, examinerait en détail les objectifs 6, 7, 9 et 11, en plus de son examen annuel approfondi de l'objectif 17.
4. Le présent rapport rend compte des débats du forum organisé sous les auspices du Conseil économique et social à sa session de 2023.

II. Compte rendu des travaux et mesures prises lors du forum

5. Du 10 au 19 juillet 2023, 19 réunions, y compris les séances d'ouverture et de clôture, des séances d'examen des objectifs de développement durable nos 6, 7, 9, 11 et 17, des tables rondes thématiques, ainsi que la présentation de l'examen national volontaire de 39 États, se sont tenues dans le cadre du forum¹. Le forum a également organisé un débat général sur son thème dans le cadre de sa réunion ministérielle de trois jours qui a eu lieu pendant le débat de haut niveau du Conseil (voir par. 156 et 157).
6. Au total, 204 manifestations parallèles, 19 expositions et 12 événements spéciaux, ainsi que d'autres activités connexes, ont été organisés en marge des réunions formelles du forum et ont été parrainés par divers acteurs, parmi lesquels des gouvernements, des organismes, fonds et programmes du système des Nations Unies, des organisations internationales et non gouvernementales, des grands groupes et d'autres parties prenantes². Pour des renseignements sur ces activités, voir le site web du forum³.

¹ Voir le programme annoté du forum sur le site <https://hlpf.un.org/2023/programme>.

² L'expression « grands groupes », telle que définie dans « Action 21 : Programme d'action pour un développement durable » désigne les femmes, les enfants et les jeunes, les populations autochtones, les organisations non gouvernementales, les autorités locales, les travailleurs et les syndicats, le commerce et l'industrie, les communautés scientifiques et technologiques et les agriculteurs. En outre, dans sa résolution [67/290](#), l'Assemblée générale a reconnu le rôle d'autres parties prenantes actives dans des domaines liés au développement durable, tels que les organismes philanthropiques privés, les établissements d'enseignement et les universités, les personnes handicapées et les regroupements de bénévoles.

³ Voir le site <https://hlpf.un.org/2023/other-events>.

Ouverture de la séance

7. À sa 1^{re} réunion, le 5 juillet, la Présidente du Conseil économique et social, Lachezara Stoeva (Bulgarie), a déclaré ouvert le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil à sa session de 2023 et fait une déclaration liminaire.

8. Toujours lors de la 1^{re} réunion, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a présenté la synthèse des principaux messages des examens nationaux volontaires, telle qu'elle figure dans le document [E/HLPF/2023/5](#).

9. À la même réunion également, le Vice-Président du Conseil, Arrmanatha Christiawan Nasir (Indonésie), a présenté des messages émanant du système du Conseil économique et social.

10. Lors de la 1^{re} réunion, le Conseil a également visionné une vidéo de présentation du forum politique de haut niveau.

11. Lors de cette même réunion, le champion des objectifs de développement durable et représentant de la jeunesse, Eduard Ndopu, a fait une déclaration liminaire.

Clôture du forum

12. À la 19^e réunion, le 19 juillet, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a formulé des observations finales.

13. À la même réunion, la Présidente du Conseil, après une ultime déclaration, a prononcé la clôture du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil à sa session de 2023.

Adoption du projet de rapport

14. À sa 19^e réunion, le 19 juillet, le forum a adopté son projet de rapport ([E/HLPF/2023/L.1](#)) au titre du point 3 de l'ordre du jour (Adoption du rapport) et décidé de charger la Présidente du Conseil d'en établir la version finale pour qu'il reflète les travaux du forum.

III. Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux

15. Les débats du forum tenus au titre du point 2 de l'ordre du jour (Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux) sont présentés ci-après.

16. À la 1^{re} réunion, le 10 juillet, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a présenté le rapport du Secrétaire général intitulé « État d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable : vers un plan de sauvetage pour l'humanité et la planète » ([E/2023/64](#)).

Débat public sur le thème « Surmonter les crises, encourager la transformation en vue de la réalisation des objectifs de développement durable en ne laissant personne de côté ».

17. À sa 1^{re} réunion, le 10 juillet, le forum a organisé un débat en deux parties sur le thème « Surmonter les crises, encourager la transformation en vue de la réalisation

des objectifs de développement durable en ne laissant personne de côté », présidée par la présidente du Conseil et animée par Sherwin Bryce-Pease, Chef du bureau et correspondant de la South African Broadcasting Corporation.

18. Lors de la première partie, les intervenants ci-après ont présenté des exposés : Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Catherine Russell, Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Mami Mizuturi, Sous-Secrétaire générale et Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, et Ovide Mercredi, Ambassadeur du International Longevity Centre du Canada.

19. Au cours du débat interactif qui a suivi, les personnalités invitées à s'exprimer ont répondu aux déclarations faites par les représentants du Népal (au nom du Groupe des pays les moins avancés), des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Chine, de l'Espagne, de l'Indonésie et du Burkina Faso, ainsi que par les représentants du groupe d'intérêt des personnes âgées et du groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et intersexes.

20. Au cours de la deuxième partie, les personnalités invitées ci-après ont présenté des exposés : Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et Coordinatrice des commissions régionales, Steve Macfeely, Coprésident du Comité des statisticiens en chef du système des Nations Unies et Elham Youseffian, Conseillère en matière d'action humanitaire inclusive et de réduction des risques de catastrophe

21. Au cours du débat interactif qui a suivi, les personnalités invitées ont répondu aux déclarations faites par le représentant du Kenya et l'observateur de l'Organisation internationale de droit du développement ainsi que par le représentant du grand groupe des entreprises et de l'industrie.

Présentation du rapport sur les modes de consommation et de production durables

22. A la 7^e réunion, le 13 juillet, après une déclaration du Vice-Président du Conseil (Indonésie), Giovanna Valverde, Coprésidente du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables et Représentante permanente du Costa Rica auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), a présenté le Rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables (E/2023/72).

Discussions informelles avec des scientifiques participant à la préparation du Rapport mondial sur le développement durable

23. À sa 12^e réunion, le 17 juillet, le forum a tenu une discussion informelle avec des scientifiques participant à la préparation du *Rapport mondial sur le développement durable*, présidée par la Présidente du Conseil et animée par le Directeur général du Conseil international des sciences, Salvatore Aricò, qui a fait une déclaration.

24. Les orateurs invités ci-après ont présenté des exposés : Imme Scholz, coprésidente du groupe indépendant de scientifiques participant à la préparation du *Rapport mondial sur le développement durable* et coprésidente de la Fondation Heinrich Böll et Jaime Miranda, coprésident du Groupe indépendant de scientifiques

chargé d'établir le *Rapport mondial sur le développement durable* et directeur de l'école de santé publique de l'université de Sydney (Australie).

25. Marilynn Holguín Clover, intervenante principale et jeune déléguée du Millennials Movement a fait une déclaration.

Conclusions des travaux de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement

26. À la 14^e réunion, le 18 juillet, Leila Benali, Présidente de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à sa sixième session et Ministre de la transition énergétique et du développement durable du Maroc, a transmis les principaux messages émanant de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et fait part de ses contributions aux débats du forum politique de haut niveau.

Messages émanant des régions

27. À sa 14^e réunion, le 18 juillet, le forum a tenu une table ronde interactive consacrée aux messages émanant des régions, présidée par la Présidente du Conseil qui a fait une déclaration, et animée par Nudhara Yusuf, facilitateur du Global Governance Innovation Network au Timson Center.

28. La Secrétaire exécutive de la CESAP et coordinatrice des commissions régionales, Armida Salsiah Alisjahbana, a prononcé le discours d'ouverture.

29. Le forum a visionné une présentation vidéo sur les instantanés fournis par des parties prenantes des régions.

30. Des exposés ont été présentés par les présidents des forums régionaux pour le développement durable ayant également rang de ministre, à savoir la Ministre de la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption du Niger et Présidente de la neuvième session du Forum régional africain pour le développement durable, Saratou Rabiou Inoussa, le Ministre de la planification et de la coopération internationale du Yémen et Président du Forum arabe 2023 pour le développement durable, Waed Abdullah Badhib, le délégué du Gouvernement royal en charge de la direction générale de la planification du Cambodge et Président de la dixième session du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable, Pagnathun Theng, l'Ambassadeur itinérant au Ministère des affaires étrangères, président du Conseil pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Bosnie-et-Herzégovine et coprésident du Forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe, Milos Prica, le délégué du Conseil fédéral pour le Programme 2030 de la Suisse et coprésident du Forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe, Markus Reubi et la Présidente du Conseil national de coordination des politiques sociales d'Argentine et Présidente de la sixième session du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, Marisol Merquel.

31. Javier Surasky, directeur de recherche au Centro de Pensamiento Estratégico Internacional (CEPEI) (représentant des grands groupes et d'autres parties prenantes), a fait une déclaration en sa qualité d'intervenant principal.

32. Au cours du débat interactif qui a suivi, des déclarations ont été faites par les représentants des Comores (au nom du groupe des États d'Afrique), du Maroc, de la Fédération de Russie, de l'Italie, de l'Indonésie, d'Israël, du Belarus, du Guatemala et du Zimbabwe.

33. Des déclarations ont également été faites par les représentants de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique, le groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués et le groupe

d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe.

34. Des observations finales ont également été faites par Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Olga Algayerova, Directrice exécutive de la Commission économique pour l'Europe, Antonio Pedro, Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Afrique, Raúl García-Buchaca, Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC et Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et coordinatrice des commissions régionales.

A. Examen des objectifs de développement durable nos 6, 7, 9, 11 et 17

35. À ses 2^e, 3^e, 5^e, 6^e et 7^e réunions, du 10 au 13 juillet, le forum a examiné le point 2 a) de l'ordre du jour consacré à l'examen des objectifs de développement durable n^{os} 6, 7, 9 et 17.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif 17

36. À sa 2^e réunion, le 10 juillet, le forum a tenu deux tables rondes pour l'examen de l'objectif 17 (partenariats pour les objectifs) et de ses liens avec les autres objectifs de développement durable.

Table ronde sur le thème « Financer une riposte robuste à la crise et investir dans les objectifs de développement durable »

37. La table ronde sur le thème « Financer notre réponse à la crise et investir dans les objectifs de développement durable » a été présidée par le Vice-Président du Conseil, Maurizio Massari (Italie), qui a fait une déclaration, et animée par la directrice exécutive du Centre pour la coopération internationale de l'Université de New York, Sarah Cliffe.

38. La représentante de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales a présenté les données statistiques mettant en avant les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 17.

39. Les intervenants ci-après ont présenté des exposés : Jason Rosario Braganza, Directeur exécutif du Forum et réseau africain sur la dette et le développement (représentant les grands groupes et autres parties prenantes), Jay Collins, Vice-président de la banque de financement et d'investissement de Citigroup et Carola Mejia, analyste du financement de l'action climatique au Réseau latino-américain pour la justice économique et sociale.

40. Mayada Adil, intervenante principale et jeune leader des objectifs de développement durable et cofondatrice de La Loupe Creative, a fait une déclaration.

41. Au cours du débat interactif qui a suivi, les intervenants ont répondu aux déclarations des représentants de la Suisse, de la France, du Nigeria, du Qatar, de l'Indonésie, du Népal (au nom du Groupe des pays les moins avancés), de la Suède, de l'Algérie, des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne, du Honduras et de Kiribati, ainsi que des représentants du Programme alimentaire mondial, du grand groupe des enfants et des jeunes et du grand groupe des entreprises et de l'industrie.

Table ronde interactive sur le thème "Science, technologie et innovation : susciter des changements porteurs de transformation et soutenir une technologie s'appuyant sur la science".

42. La table ronde sur le thème « Science, technologie et innovation : susciter des changements porteurs de transformation et soutenir une technologie s'appuyant sur la science » a été présidée par la Vice-Présidente du Conseil (Chili), Paula Narváez, et animée par la coprésidente du forum 2023 de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable et Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès des Nations Unies, Mathu Joyini, qui ont toutes deux fait des déclarations.

43. Thomas Rathmell Woodroffe, coprésident du forum 2023 de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable et Ambassadeur auprès du Conseil économique et social, Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies, a fait une déclaration liminaire.

44. Des présentations ont été faites par les intervenants suivants : José Ramón López-Portillo Romano, membre du Groupe des 10 hauts représentants chargés d'appuyer le Mécanisme de facilitation des technologies, Ana Cristina Amoroso das Neves, Présidente de la Commission de la science et de la technique au service du développement à sa vingt-septième session et Peter Gluckman, Président du Conseil international des sciences.

45. Des déclarations ont été prononcées par les principaux intervenants suivants : Carolina Rojas, personne référente pour la technologie du grand groupe des enfants et des jeunes et Alison Meston, Directrice de la communication du Conseil international des sciences (représentant les grands groupes et autres parties prenantes).

46. Au cours du débat interactif qui a suivi, les intervenant(e)s ont répondu aux déclarations des représentants de la Norvège, des États-Unis d'Amérique, du Kenya, de la Chine, de la Pologne, de la France, de la Fédération de Russie, de la Suède et du Viêt Nam, ainsi que des représentants de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), du grand groupe des femmes et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif 6

47. À sa 3^e réunion, le 11 juillet, le forum a organisé une table ronde interactive pour l'examen de l'objectif 6 (eau propre et assainissement) et de ses liens avec les autres objectifs, présidée par la Présidente du Conseil (Bulgarie), qui a fait une déclaration, et animée par Johannes Cullmann, Conseiller scientifique du Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session et Vice-Président d'ONU-Eau.

48. Une déclaration liminaire a été faite par Jaap Sloopmaker, Vice-Ministre des infrastructures et de la gestion de l'eau du Royaume des Pays-Bas.

49. La représentante de la Division de statistique a présenté les données statistiques mettant en avant les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 6.

50. La Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Rola Dashti, a présenté un point de vue régional sur la réalisation de l'objectif 6 et ses liens avec les autres objectifs.

51. Kelly Ann Naylor, rédactrice en chef de la publication intitulée *Blueprint for Acceleration : Sustainable Development Goal 6 Synthesis Report on Water and Sanitation 2023*, a exposé les grandes lignes du rapport.

52. Les intervenants ci-après ont présenté des exposés : María Fernanda Espinosa, Commissaire de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau, Karin Gardes, Directrice exécutive par intérim de l'Institut international de l'eau de Stockholm et Joel Kolker, responsable du partenariat mondial pour la sécurité hydrique et la finance à la Banque mondiale.

53. Des déclarations ont été faites par les principaux intervenants suivants : Olga Djanaeva, Directrice de l'Association des femmes rurales (ALGA) du Kirghizstan et Francis Koroma, Président de la Fondation Francis Koroma.

54. Le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session, Csaba Körösi a fait une déclaration.

55. Le Commissaire chargé de la planification et de la réglementation des ressources en eau au Ministère ougandais de l'eau et de l'environnement, Callist Tindimugaya, a également fait une déclaration en sa qualité d'intervenant ministériel.

56. Au cours du débat interactif qui a suivi, les intervenant(e)s ont répondu aux déclarations faites par les représentant(e)s de la Finlande, du Guatemala, du Népal (au nom du Groupe des pays les moins avancés), du Danemark, de la Suisse, de la Suède (au nom de l'Union européenne et de ses États membres), de l'Éthiopie, de l'Indonésie, de la Colombie, de la Chine, de la Pologne, de la Thaïlande, de l'Ukraine, de la Norvège, du Brésil, du Tadjikistan, de la Türkiye, du Suriname, du Burkina Faso, de l'Algérie, de l'Allemagne, de Madagascar, de la Fédération de Russie, du Maroc, de la République de Corée, du Viêt Nam, des États-Unis d'Amérique, de l'Égypte et du Japon.

57. L'observateur de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les représentant(e)s du PNUE, du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, de l'AIEA, de l'UNICEF, d'ONU-Habitat et du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique ont également fait des déclarations.

58. Des déclarations ont en outre été faites par les représentants du grand groupe des autorités locales, du groupe d'intérêt de « Together 2030 » et du groupe d'intérêt du Mécanisme de mobilisation des parties prenantes de Sendai.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif 7

59. À sa 5^e réunion, le 12 juillet, le forum a organisé un débat interactif sur l'objectif 7 (Énergie propre et d'un coût abordable) et ses liens avec d'autres objectifs, présidé par la Vice-Présidente du Conseil (Chili), qui a fait une déclaration, et animé par Sheila Oparaocha, Directrice exécutive du Réseau international Energia sur le genre et l'énergie durable.

60. La représentante de la Division de statistique a présenté les données statistiques mettant en avant les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 7.

61. La Secrétaire exécutive de la CESAP et coordinatrice des commissions régionales, Armida Salsiah Alisjahbana, a présenté un point de vue régional sur la mise en œuvre de l'objectif 7 et ses liens avec les autres objectifs.

62. La Représentante spécial du Secrétaire général pour l'énergie durable pour tous, Damilola Ogunbiyi, et le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Simon Stiell, ont fait des déclarations liminaires.

63. Les intervenant(e)s ci-après ont présenté un exposé : Guangzhe Chen, Vice-président de la Banque mondiale pour les infrastructures, Hans Olav Ibrekk, Envoyé spécial de la Norvège pour le climat et la sécurité et Yoko Lu, Coordinatrice des politiques de l'équipe de coordination mondiale des organisations non gouvernementales de jeunes (représentant les grands groupes et autres parties prenantes).

64. David Arinz, principal intervenant et en charge du programme d'énergie hors réseau de l'initiative Diamants et développement a fait une déclaration.

65. Les intervenants ci-après ont fait des déclarations : Nawal Al-Hosany, Représentante permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables et Yusra Khan ambassadrice et membre du Conseil national de l'énergie d'Indonésie pour les questions d'environnement.

66. Au cours du débat interactif qui a suivi les intervenant(es) ont répondu aux déclarations des représentants du Népal (au nom du Groupe des pays les moins avancés), de la Finlande, du Guatemala, de l'Union européenne, de la Colombie, de la République dominicaine, du Brésil, du Danemark, de la Thaïlande, de la Suède, de l'Afrique du Sud, de Madagascar, de la Fédération de Russie, de l'Éthiopie, du Sénégal, du Maroc, de la Norvège, du Kenya, de l'Algérie, des États-Unis d'Amérique, de Fidji, de la Pologne, du Botswana, du Viêt Nam, de la Chine, de la République-Unie de Tanzanie, de la France, de l'Eswatini, de la Malaisie, de la Zambie et de la République de Corée.

67. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'AIEA, de l'OMM, d'ONU-Habitat, de l'Organisation mondiale de la santé, du grand groupe des peuples autochtones, du grand groupe des travailleurs et des syndicats, du groupe d'intérêt des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance et du groupe d'intérêt pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif 9

68. À sa 6^e réunion, le 12 juillet, le forum a tenu une table ronde interactive pour son examen de l'objectif 9 (villes et communautés durables) et de ses liens avec d'autres objectifs, présidée par le Vice-Président du Conseil, Albert Ranganai Chimbindi (Zimbabwe) et animée par la Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, Jan Beagle, qui ont tous deux fait des déclarations.

69. La représentante de la Division de statistique a présenté les données statistiques mettant en avant les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 9.

70. Les intervenant(e)s ci-après ont présenté un exposé : Sabrina Atwine, Présidente-Directrice générale de Nimarungi, Norichika Kanie, professeur à l'école supérieure des médias et de la gouvernance de l'université de Keio au Japon, Shahla Naimi, Administratrice en chef et responsable de programme chez Google et Axel Berger, Directeur adjoint par intérim de l'Institut allemand du développement et de la durabilité.

71. Nagesh Kumar, principal intervenant et Directeur de l'Institut indien d'études sur le développement industriel, a fait une déclaration.

72. Fatou Haidara, Adjointe du Directeur général et Directrice principale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a également fait une déclaration.

73. Lors du débat interactif qui a suivi, les intervenant(e)s ont répondu aux déclarations des représentants des États-Unis d'Amérique, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie, de l'Indonésie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Guatemala, de l'Arabie Saoudite, de l'Ukraine, de la Suède, de la Suisse, de l'Union européenne, de l'Allemagne, de la France, du Canada, du Viêt Nam, du Kenya, du Maroc, du Danemark, de l'Afrique du Sud, des Philippines, de la Norvège, du Paraguay, de la Finlande et de la Türkiye.

74. Les représentants de l'AIEA, de la FAO, de l'Union internationale des télécommunications, du grand groupe des enfants et des jeunes, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du grand groupe de la communauté scientifique et technologique ont également fait des déclarations.

Examen de la mise en œuvre de l'objectif 11

75. À sa 7^e réunion, le 13 juillet, le forum a tenu une table ronde interactive en préparation de l'examen de l'objectif 11 (villes et communautés durables) et de ses liens avec d'autres objectifs, présidée par le Vice-Président du Conseil (Indonésie) et animée par Stefano Marta, coordinateur du programme « Approche territoriale des objectifs de développement durable » au Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui ont tous les deux fait des déclarations.

76. La représentante de la Division de statistique a présenté les données statistiques mettant en avant les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 11.

77. Les intervenant(e)s ci-après ont présenté un exposé : Maimunah Mohd Sharif, Directrice exécutive d'ONU-Habitat, Ana Ciuti, Responsable du Partenariat pour les affaires internationales et stratégiques de la ville de Buenos Aires, Antonio Victorino, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations[m] et Maruxa Cardama, Secrétaire générale du Partenariat pour des transports durables et à faible émission de carbone.

78. Les intervenants principaux ci-après ont également fait des déclarations : Marc Workman, Administrateur de la World Blind Union et Paul Stout, créateur de contenu pour le compte TikTok, TalkingCities.

79. Nikolina Brnjac, Ministre du tourisme et des sports de Croatie, a également fait une déclaration en sa qualité d'intervenante ministérielle.

80. Au cours du débat interactif qui a suivi les intervenant(e)s, ont répondu aux déclarations faites par les représentants de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de l'Union européenne, du Mexique, de l'Indonésie, de la Pologne (au nom du Groupe des amis d'ONU-Habitat, de l'urbanisation durable et du Nouveau Programme pour les villes), de l'Italie, de l'Afrique du Sud, de la Türkiye, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, du Brésil, du Sénégal, du Kenya, du Canada, du Guatemala, du Danemark, de la République-Unie de Tanzanie, de la Finlande, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la France, de la Norvège, de la République dominicaine, du Maroc, de l'Ouganda, d'Israël, de l'Algérie, de la Tchèque, du Bahreïn, des États-Unis d'Amérique, de Madagascar, du Botswana et de la Malaisie ainsi que de l'observateur du Conseil de l'Europe.

81. Des déclarations ont également été faites par les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du PNUE, de la FAO, de l'OMM, de l'AIEA, du grand groupe des enfants et des jeunes, du groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et intersexes et du groupe d'intérêt des bénévoles.

B. Examen thématique

82. À ses 4^e, 8^e et 9^e réunions qui se sont déroulées les 11, 13 et 14 juillet 2023, le forum a organisé un débat dans le cadre de l'examen thématique (point 2 b de l'ordre du jour).

Table ronde interactive sur le thème « Transformer à partir de la base : agir au niveau local »

83. À sa 4^e réunion, le 11 juillet, le forum a organisé un débat interactif sur le thème « Transformer à partir de la base : agir au niveau local », présidé par le Vice-Président du Conseil (Zimbabwe) et animé par la journaliste suédoise Lydia Capolicchio, qui ont tous deux fait des déclarations.

84. Mathieu Mori, Secrétaire général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, a présenté des recommandations sur l'adaptation des objectifs aux réalités locales.

85. Les intervenants ci-après ont présenté des exposés : Turan Hançerli, maire de la municipalité d'Avcilar à Istanbul, Türkiye, Robert Papa, Chef de cabinet du gouvernement du comté de Busia au Kenya et Rosario Diaz Garavito, fondatrice du Millennials Movement du Pérou.

86. Bhakta Bishwakarma, Secrétaire générale et membre fondateur de l'Asia Dalit Rights Forum (représentant les principaux groupes et autres parties prenantes), a fait une déclaration en tant qu'intervenante principale.

87. Au cours du débat interactif qui a suivi, les intervenant(e)s ont répondu aux déclarations des représentants de la Suède, du Guatemala, de la Pologne, de l'Arabie Saoudite, de la Norvège, de la Zambie, des États-Unis d'Amérique, de l'Espagne, de l'Indonésie et de la France, ainsi que des représentants d'ONU-Habitat et du grand groupe des autorités locales.

Table ronde interactive sur le thème « Petits États insulaires en développement : du redressement à la résilience face aux chocs multiples ».

88. À sa 4^{ème} réunion, le 11 juillet, le forum a tenu une table ronde interactive sur le thème « Petits États insulaires en développement : du redressement à la résilience face aux chocs multiples », présidée par la Présidente du Conseil et animée par Cristelle Pratt, Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui ont toutes deux fait des déclarations.

89. Gaston Browne, Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, a prononcé un discours liminaire (par liaison vidéo).

90. Les intervenant(e)s ci-après ont présenté un exposé : Mami Mizutori, Sous-Secrétaire générale et Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, Amit Prothi, Directeur général de la Coalition pour une infrastructure résiliente face aux catastrophes, Ruth Kattumuri, Directrice principale de la direction de l'économie, de la jeunesse et du développement durable du Commonwealth et René Atwell, doyenne du Corps des jeunes ambassadeurs de la Communauté des Caraïbes.

91. Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire exécutive de la CESAP et coordinatrice des commissions régionales des Nations Unies, a fait une déclaration.

92. Au cours du débat interactif qui a suivi, les intervenant(e)s ont répondu aux déclarations des représentants de l'Indonésie, du Samoa (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), du Belize (au nom de la Communauté des Caraïbes), de la

Nouvelle-Zélande, de l'Arabie saoudite, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique, du Danemark, de la France, du Canada, de l'Espagne, du Saint-Siège, du Timor-Leste, du Portugal, de Nauru, de Fidji et de l'Australie, ainsi que des représentants de l'AIEA, de la FAO, de l'Union internationale des télécommunications, du grand groupe des femmes et du grand groupe des organisations non-gouvernementales.

93. Krshtee Sukhbilas, représentante du comité directeur mondial du grand groupe des enfants et des jeunes (représentant les grands groupes et d'autres parties prenantes), a fait une déclaration.

Table ronde interactive sur le thème « Surmonter les défis auxquels sont confrontés les pays à revenu intermédiaire pour mettre en œuvre le Programme 2030 »

94. À sa 8^e réunion, le 13 juillet, le forum a organisé une table ronde interactive sur le thème « Surmonter les défis auxquels sont confrontés les pays à revenu intermédiaire pour mettre en œuvre le Programme 2030 », présidée par la Vice-Présidente du Conseil (Chili) et animée par Omar Hilale, Représentant permanent du Maroc auprès des Nations Unies et Président du Groupe de pays de même sensibilité pour la promotion des pays à revenu intermédiaire, qui a fait une déclaration.

95. Les intervenant(e)s ci-après ont présenté un exposé : Homi Kharas, Associé principal de recherche au Center for Sustainable Development de la Brookings Institution, Rola Dashti, Secrétaire exécutive de la CESAO et Fiona Tregenna, de la chaire de recherche en développement industriel de l'Université de Johannesburg en Afrique du Sud.

96. Les principaux intervenant(e)s ci-après ont fait des déclarations : Adrian Lasimbang, membre du conseil d'administration du Right Energy Partnership with Indigenous Peoples en Malaisie (représentant les grands groupes et autres parties prenantes) et Mishell Naomi Cabezas Vilela, avocate stagiaire au cabinet juridique Estudio Juridico Merchán/Merchán en Équateur.

97. Au cours du débat interactif qui a suivi, les intervenant(e)s ont répondu aux déclarations des représentant(e)s de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la Colombie, des Philippines, du Guatemala, de l'Arménie, du Mexique, de l'Algérie, du Salvador, du Chili, du Pérou, du Honduras, du Kenya, de l'Indonésie, du Belarus et de l'Uruguay, ainsi que des représentant(e)s de l'Organisation mondiale du commerce, du grand groupe des femmes et du groupe d'intérêt des acteurs de l'enseignement.

Table ronde interactive sur le thème « Pays d'Afrique, pays les moins avancés et pays en développement enclavés : inverser la tendance, regagner le terrain perdu et s'engager sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable ».

98. À sa 8^e réunion, le 13 juillet, le forum a organisé un débat interactif sur le thème « Pays d'Afrique, pays les moins avancés et pays en développement enclavés : inverser la tendance, regagner le terrain perdu et s'engager sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable », présidé par la Présidente du Conseil et animé par la Vice-Présidente du Centre africain pour la transformation économique, Mavis Owusu-Gyamfi, qui ont toutes deux fait des déclarations.

99. Rabab Fatima, Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et Secrétaire générale de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a fait une déclaration.

100. Le forum a visionné un court métrage de l'Organisation internationale des employeurs sur leur partenariat visant à mettre au point une stratégie du secteur privé pour avancer sur la voie de la réalisation des objectifs.

101. Les intervenant(e)s ci-après ont fait des déclarations : Namira Negm, directrice de l'Observatoire africain des migrations de l'Union africaine, Dulguun Damdin-Od, Directeur exécutif du Groupe de réflexion international pour les pays en développement enclavés, Dima Al-Khatib, Directrice du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et Yacouba Ibrahim Oumarou, représentant du Forum mondial des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance (représentant les grands groupes et d'autres parties prenantes).

102. Les principaux intervenants ci-après ont fait des déclarations : Rwodah Al-Naimi, responsable du département des partenariats stratégiques du Fonds du Qatar pour le développement et Humphrey Mrema, Président de la Youth Survival Organization de la République-Unie de Tanzanie et membre du Comité consultatif de Youth4Climate.

103. Au cours du débat interactif qui a suivi les intervenant(e)s ont répondu aux déclarations des représentant(e)s du Népal (au nom du Groupe des pays les moins avancés), du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique, de l'Afrique du Sud, de l'Union européenne, de l'Espagne, de la Türkiye, du Danemark, de l'Arabie saoudite, du Saint-Siège, du Timor-Leste, du Canada, de la Chine, de la République démocratique populaire lao, de la Zambie, de la France, du Malawi, du Paraguay, de l'Indonésie, du Rwanda, du Portugal et de l'Allemagne, ainsi que de l'observateur de l'Organisation internationale de la jeunesse des pays ibéro-américains.

104. Des déclarations ont également été faites par les représentant(e)s de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation mondiale du commerce, du grand groupe des enfants et des jeunes, du grand groupe des peuples autochtones et du grand groupe des travailleurs et des syndicats.

Table ronde interactive sur le thème « Points de vue des grands groupes et autres parties prenantes à mi-parcours de la mise en oeuvre des objectifs de développement durable : vers une transformation inclusive »

105. À sa 9^e réunion, le 14 juillet, le forum a tenu une table ronde interactive sur le thème « Points de vue des grands groupes et autres parties prenantes à mi-parcours de la mise en oeuvre des objectifs de développement durable : vers une transformation inclusive », présidée par la Présidente du Conseil et animée par Rashima Kwatra, coprésidente du mécanisme de coordination des grands groupes et autres parties prenantes et conseillère principale en plaidoyer international de la Fédération suédoise pour les droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et queers, qui ont toutes deux fait des déclarations.

106. Joan Carling, Directrice exécutive d'Indigenous Peoples Rights International, et Paola Simonetti, représentante de la Confédération syndicale internationale ont fait des déclarations liminaires.

107. Les intervenant(e)s ci-après ont présenté des exposés : Ali Jillani, vice-président de la chaire de recherche de Karachi (représentant le groupe de parties prenantes pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique), Kofi Kankam, Président et Directeur général de la Fondation Elizka Relief (représentant le groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile en Afrique), Bruno Ibarra, représentant du

mouvement des Millennials et Marianne Haslegrave, Directrice du Commonwealth Medical Trust.

108. Les intervenant(e)s ci-après ont fait des déclarations : Mary Maker, ambassadrice de bonne volonté du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Surya Deva, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au développement.

109. Au cours du débat interactif qui a suivi, les intervenant(e)s ont répondu aux déclarations des représentants du Guatemala, du Danemark, des États-Unis d'Amérique, de l'Irlande, de la Norvège, de la Suède, de l'Autriche, de la Finlande, du Brésil, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Sri Lanka, de l'Afrique du Sud, de la France, du Timor-Oriental, de l'Italie et de la Suisse, ainsi que des représentants du grand groupe des enfants et des jeunes, du grand groupe des entreprises et de l'industrie, du groupe d'intérêt des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées, du groupe d'intérêt des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance, du groupe d'intérêt des personnes âgées et du groupe d'intérêt des acteurs de l'enseignement.

C. Examens nationaux volontaires

110. À ses 10^e et 11^e réunions ainsi qu'à la 13^e puis de la 15^e à la 19^e, le 14 juillet puis du 17 au 19 juillet 2023, 39 pays ont présenté leur examen national volontaire au forum au titre du point 2 c) de l'ordre du jour (examens nationaux volontaires). La liste des présentatrices et présentateurs des examens nationaux volontaires entendus lors de la session de 2023 du forum figure dans le document [E/HLPF/2023/INF/2](#).

Examens nationaux volontaires : Liechtenstein, Bosnie-et-Herzégovine, Comores et Zambie

111. À sa 10^e réunion, le 14 juillet, le Liechtenstein, la Bosnie-et-Herzégovine, les Comores et la Zambie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

112. Les exposés ont été présentés au nom du Liechtenstein par le Ministre des affaires étrangères, Dominique Hasler, au nom de la Bosnie-Herzégovine par le Vice-Ministre des affaires étrangères, Josip Brkić, au nom des Comores par le secrétaire général du gouvernement, Daniel Ali Bandar et au nom de la Zambie par le Secrétaire permanent pour la planification et l'administration du Ministère des finances et de la planification nationale, Lois Mulube.

113. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues de Singapour, de la République-Unie de Tanzanie, de la Suisse, de l'Arabie saoudite, du Costa Rica, de la Finlande, de la Slovaquie, de la République dominicaine et de la Suède, ainsi que des représentants du grand groupe des femmes, du grand groupe des organisations non gouvernementales, du groupe d'intérêt des personnes handicapées et du groupe des parties prenantes pour le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile en Afrique.

Examens nationaux volontaires : Barbade, Viet Nam et Rwanda

114. À sa 11^e réunion, le 14 juillet, la Barbade, le Rwanda et le Viet Nam ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Chili).

115. Les rapports ont été présentés au nom de la Barbade par Shantal Munro-Knight, Ministre au Cabinet du Premier Ministre, au nom du Viet Nam par Nguyen Chi Dung, Ministre de la planification et de l'investissement, et au nom du Rwanda par Claudine Uwera, Ministre d'État chargée de la planification économique,

116. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues du Maroc, du Canada, de la Suisse, de Sainte-Lucie, du Brunei Darussalam, du Chili, du Mexique, du Guyana, de la République démocratique populaire lao, de la Thaïlande, de l'Allemagne, de Singapour, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République de Corée et du Guatemala, ainsi que des représentants du grand groupe des femmes, du grand groupe des travailleurs et des syndicats et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : Burkina Faso et Cambodge

117. À sa 11^e réunion, le 14 juillet, le Burkina Faso et le Cambodge ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Indonésie).

118. Les rapports ont été présentés au nom du Burkina Faso par Olivia Ragnaghnwendé Rouamba Ministre des affaires étrangères, de la coopération régionale et des Burkinabés de l'extérieur et Aboubakar Nacanabo, Ministre de l'économie, des finances et de la prospective, et au nom du Cambodge par Thavrak Tuon, secrétaire d'État au Ministère de la planification.

119. Les représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues du Maroc, des Philippines, de Brunei Darussalam, du Mali, de la Chine, de l'Indonésie, de la Thaïlande et du Japon ainsi que des représentants du grand groupe des travailleurs et des syndicats et du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : République démocratique du Congo, Guyana et Roumanie

120. À sa 13^e réunion, le 17 juillet, la République démocratique du Congo, le Guyana et la Roumanie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

121. Les rapports ont été présentés au nom de la République démocratique du Congo par la Ministre du Plan, Judith Suminwa Tuluka, au nom du Guyana par le Ministre d'État chargé des finances au cabinet du Président, Ashni Singh et au nom de la Roumanie par le Ministre de l'environnement, des eaux et des forêts, Mircea Fechet.

122. Les représentants des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues des Philippines, de la Pologne, du Viet Nam, de l'Allemagne, de la Slovaquie, de la Lettonie, du Congo, du Danemark, de la Belgique, de la Croatie, de la Mongolie, de la Suisse et de la Norvège, ainsi que des représentants de la Commission économique pour l'Afrique, du grand groupe des femmes, du grand groupe des peuples autochtones et du groupe d'intérêt des communautés victimes de discrimination fondée sur le travail et l'ascendance.

Examens nationaux volontaires : République centrafricaine, Chili et Ouzbékistan

123. À sa 13^e réunion, le 17 juillet, la République centrafricaine, le Chili et l'Ouzbékistan ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Vice-Présidente du Conseil (Chili).

124. Les rapports ont été présentés au nom de la République Centrafricaine par Marcel Djimasse, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et Représentant personnel du Ministre d'État chargé de l'économie, du plan et de la coopération internationale, au nom du Chili par Paula Poblete, Sous-secrétaire à l'évaluation sociale du Ministère du développement social et de la famille et par Sherzod Kudbiev, Ministre de l'économie et des finances, au nom de l'Ouzbékistan.

125. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues de la Mongolie, de la Suisse, du Tadjikistan, de la Barbade, du Danemark, de la Finlande, du Kirghizistan et du Kazakhstan ainsi que des représentants du grand groupe des peuples autochtones, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe.

Examen national volontaire : Saint-Kitts-et-Nevis

126. À sa 15^e réunion, le 18 juillet, Saint-Kitts-et-Nevis a présenté son examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Indonésie).

127. Konris Maynard, Ministre des infrastructures et services publics, de l'énergie, des transports, de l'information, des communications et des technologies et de la poste, a présenté un exposé au nom de Saint-Kitts-et-Nevis.

128. Le représentant a répondu aux observations et questions de ses homologues de Sainte-Lucie, du Maroc et de la Suisse ainsi que du représentant du grand groupe des enfants et des jeunes.

Examens nationaux volontaires : Bahreïn, Croatie, République-Unie de Tanzanie et Belgique

129. À sa 15^e réunion, le 18 juillet, le Bahreïn, la Croatie, la République-Unie de Tanzanie et la Belgique ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Indonésie).

130. Noor bint Ali Alkhulaif, Ministre du développement durable, a présenté un exposé au nom du Bahreïn, Nikolina Brnjac, Ministre du tourisme et des sports, au nom de la Croatie, Mwigulu Lameck Nchemba Madelu, Ministre des finances et de la planification, (au nom de la République-Unie de Tanzanie (vidéo préenregistrée) et Yannis Derbali, Chef de la cellule développement durable au Ministère fédéral du climat, de l'environnement, du développement durable et du Green Deal au nom de la Belgique.

131. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues de Singapour, de Cuba, de l'Islande, de la République démocratique du Congo, de la Jordanie, de l'Espagne, de la Zambie, du Maroc, des Maldives, du Rwanda, de la Norvège, de Sainte-Lucie, du Danemark, de l'Inde, du Mozambique et de l'Afrique du Sud, ainsi que des représentants de la CESAO, de la Commission économique pour l'Afrique, du grand groupe des organisations non gouvernementales, du grand groupe des enfants et des jeunes, du grand groupe des femmes et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe.

Examens nationaux volontaires : Brunei Darussalam, Islande et Timor-Leste

132. À sa 16^e réunion, le 18 juillet, Brunei Darussalam, l'Islande et le Timor-Leste ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Indonésie).

133. Les exposés ont été présentés par Dato Dr. Haji Mohd Amin Liew bin Abdullah, Ministre au cabinet du Premier ministre et Deuxième Ministre des finances et de l'économie, au nom du Brunei Darussalam, Eggert Benedikt Guðmundsson, Envoyé spécial pour le développement durable, au nom de l'Islande et Karlito Nunes, Représentant permanent auprès des Nations Unies, au nom du Timor Leste.

134. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues de la Norvège, du Koweït, de l'Australie, de l'Indonésie, de la Barbade, du Viêt Nam, du Portugal, du Népal, du Brunei Darussalam, du Timor-Leste, de la Thaïlande, de la République-Unie de Tanzanie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que des représentant(e)s du grand groupe des organisations non gouvernementales et des groupes d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe et du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Examens nationaux volontaires : Lituanie, Singapour et France

135. À sa 16^e réunion, le 18 juillet, la Lituanie, Singapour et la France ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

136. Les exposés ont été présentés par Simonas Gentvilas, Ministre de l'environnement, au nom de la Lituanie, Grace Fu, Ministre de la durabilité et de l'environnement, au nom de Singapour et Nicolas de Rivière, Représentant permanent auprès des Nations Unies, au nom de la France.

137. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues du Suriname, de l'Indonésie, du Maroc, des Émirats arabes unis, des Maldives, du Kenya, des Palaos, de l'Irlande, du Japon, du Belarus, du Liechtenstein, de la Côte d'Ivoire et des Bahamas, ainsi que par les représentant(e)s du grand groupe des enfants et des jeunes, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique.

Examens nationaux volontaires : Canada et Pologne

138. À sa 17^e réunion, le 19 juillet, le Canada et la Pologne ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Zimbabwe).

139. Les exposés ont été présentés par Karina Gould, Ministre de la famille, des enfants et du développement social, au nom du Canada, et Waldemar Buda, Ministre du développement économique et de la technologie, au nom de la Pologne.

140. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues de l'Estonie, de la France, du Chili et de la Géorgie ainsi que des représentant(e)s du grand groupe des organisations non gouvernementales et du groupe d'intérêt des acteurs de l'enseignement.

Examens nationaux volontaires : Arabie saoudite et Maldives

141. À sa 17^e réunion, le 19 juillet, l'Arabie saoudite et les Maldives ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Zimbabwe).

142. Les exposés ont été présentés par Faisal Alibrahim, Ministre de l'économie et de la planification, au nom de l'Arabie saoudite, et Fathimath Niuma, Vice-Ministre de la planification nationale, du logement et des infrastructures, au nom des Maldives.

143. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues du Tadjikistan, de la Malaisie, du Bahreïn, de la Finlande, des Philippines, de Singapour, de la Belgique et de Djibouti ainsi que des représentant(e)s de la CESAO, du grand groupe des travailleurs et des syndicats et du grand groupe des enfants et des jeunes.

Examen volontaire : Union européenne

144. À sa 18^e réunion, le 19 juillet, l'Union européenne a présenté son examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

145. Les exposés ont été présentés par Paolo Gentiloni, Commissaire européen en charge de l'économie et Jutta Urpilainen, Commissaire européenne en charge des partenariats internationaux, au nom de l'Union européenne.

146. La représentante et le représentant de l'Union européenne ayant présenté le rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues du Mexique, de l'Irlande, de la Namibie, du Bélarus, de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Leone ainsi que du grand groupe des organisations non gouvernementales.

Examens nationaux volontaires : Irlande, Tadjikistan et Mongolie

147. À sa 18^e réunion, le 19 juillet, l'Irlande, le Tadjikistan et la Mongolie ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence de la Présidente du Conseil.

148. Les exposés ont été présentés par Eamon Ryan, Ministre de l'environnement, du climat et des communications, au nom de l'Irlande, Zavqizoda Zavqi Amin, Ministre du développement économique et du commerce, au nom du Tadjikistan, et Tuvdendorj Gantumur, Vice-Ministre de l'économie et du développement, au nom de la Mongolie.

149. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues du Portugal, des Bahamas, des Maldives, de l'Ouzbékistan, de la Finlande, de la Mongolie, du Tadjikistan et des Fidji, ainsi que des représentants du grand groupe des organisations non gouvernementales, du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe et du groupe d'intérêt des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes.

Examens nationaux volontaires : Slovaquie, Turkménistan et Koweït

150. À sa 19^e réunion, le 19 juillet, la Slovaquie, le Turkménistan et le Koweït ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Zimbabwe).

151. Les exposés ont été présentés par Peter Balík, Ministre des investissements, du développement régional et de l'informatisation, au nom de la Slovaquie, Serdar Jorayev, Ministre des finances et de l'économie, au nom du Turkménistan, et Khaled Mahdi Secrétaire général du Conseil suprême de la planification et du développement, au nom du Koweït.

152. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et questions de leurs homologues du Koweït, de l'Arménie, de la Slovaquie, du Bahreïn, du Brunei Darussalam, du Chili, du Turkménistan, du Guatemala, de la Türkiye et de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que des représentants de

la CESAO, du grand groupe des enfants et des jeunes, du grand groupe des organisations non gouvernementales et du groupe d'intérêt du Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe.

Examens nationaux volontaires : Fidji et Portugal

153. À sa 19^e réunion, le 19 juillet, Fidji et le Portugal ont présenté leur examen national volontaire sous la présidence du Vice-Président du Conseil (Italie).

154. Les exposés ont été présentés par Lenora Qereqeretabua, Ministre adjointe des affaires étrangères, au nom des Fidji, et André Moz Caldas, secrétaire d'État à la Présidence du Conseil des ministres et Francisco André Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération tous deux au nom du Portugal.

155. Les représentant(e)s des pays ayant présenté un rapport ont répondu aux observations et aux questions de leurs homologues de l'Australie, des Philippines, du Timor-Leste, des Îles Salomon, du Népal, du Cabo Verde, du Brésil, de l'Irlande et de la Côte d'Ivoire ainsi que du grand groupe des femmes et du grand groupe des enfants et des jeunes.

D. Débat général

156. Le forum a tenu son débat général du 17 au 20 juillet, dans le cadre de la réunion ministérielle du forum lors du débat de haut niveau de la session de 2023 du Conseil⁴.

157. Le débat général a donné lieu à 181 déclarations, dont 147 de représentants d'États et de l'Union européenne (y compris 14 déclarations au nom de groupes d'États), 17 déclarations d'observateurs et de représentants d'institutions spécialisées et d'autres entités du système des Nations unies et 17 déclarations de représentants d'organisations non gouvernementales, de grands groupes et d'autres parties prenantes.

IV. Questions d'organisation et questions diverses

A. Ordre du jour

158. À sa 1^{re} réunion, le 10 juillet, le forum a adopté son ordre du jour provisoire ([E/HLPF/2023/1](#)) :

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux (Résolution [75/290 B](#) de l'Assemblée générale).
 - a) Examen des objectifs de développement durable n^{os} 6, 7, 9, 11 et 17
 - b) Examen thématique
 - c) Examens nationaux volontaires

⁴ Un compte rendu des délibérations du débat général figure dans le rapport du Conseil économique et social sur sa session de 2023 ([A/78/3](#)) et dans les comptes rendus analytiques pertinents ([E/2023/SR.37](#), [E/2023/SR.38](#), [E/2023/SR.39](#), [E/2023/SR.40](#) et [E/2023/SR.41 B](#)).

3. Adoption du rapport

B. Participation

159. La réunion du forum a rassemblé les représentant(e)s de 154 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et États membres d'institutions spécialisées. Étaient également présents des observatrices et observateurs accrédités d'organisations intergouvernementales et autres entités, des représentant(e)s d'organismes des Nations Unies et des représentant(e)s accrédités d'organisations non gouvernementales et d'autres organisations. La liste des participants est parue sous la cote [E/HLPF/2023/INF/1](https://hlpf.un.org/2023/INF/1).

C. Documentation

160. La liste des documents examinés par le forum figure à l'annexe du présent rapport. D'autres documents pertinents sont également disponibles sur le site Web du forum⁵.

⁵ Voir le site <https://hlpf.un.org/2023/other-events>.

Annexe

Documentation

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
E/2023/33	Rapport de la vingt-cinquième session du Comité des politiques de développement
A/78/80-E/2023/64	Rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable : vers un plan de sauvetage pour l'humanité et la planète (édition spéciale) (A/78/80-E/2023/64)
E/2023/72	Note du Secrétaire général transmettant le rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables
E/2023/73	Note du Secrétariat sur le compte rendu des travaux de la huitième réunion de haut niveau du Forum pour la coopération en matière de développement
E/2023/78	Rapport du Secrétaire général sur l'accélération de la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux
E/2023/89	Rapport du Secrétaire général sur les tendances et scénarios à long terme et leurs incidences sur la réalisation des objectifs de développement durable.
A/78/93-E/2023/90	Résumé, établi par la Présidente du Conseil économique et social, des travaux du forum sur le suivi du financement du développement, y compris la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New York, 17-20 avril 2023)
E/FFDF/2023/3	Rapport du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement
E/HLPF/2023/1	Ordre du jour provisoire et documentation
E/HLPF/2023/2/Rev.1	Note du Secrétariat résumant les documents de synthèse sur le thème du forum politique de haut niveau pour le développement durable, présentée par les grands groupes et autres parties prenantes
E/HLPF/2023/3	Note du Secrétariat sur les rapports issus des forums régionaux pour le développement durable
E/HLPF/2023/3/Add.1	Note du Secrétariat transmettant le rapport du Forum régional africain pour le développement durable sur les travaux de sa neuvième session
E/HLPF/2023/3/Add.2	Note du Secrétariat transmettant la contribution régionale à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes
E/HLPF/2023/3/Add.3	Note du Secrétariat transmettant le rapport du Forum régional pour le développement durable de la région de la Commission économique pour l'Europe sur les travaux de sa septième session

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
E/HLPF/2023/3/Add.4	Note du Secrétariat transmettant le rapport du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable sur les travaux de sa dixième session
E/HLPF/2023/3/Add.5	Note du Secrétariat transmettant le rapport du Forum arabe pour le développement durable
E/HLPF/2023/4	Synthèse des contributions volontaires des commissions techniques du Conseil économique et social et d'autres instances et organes intergouvernementaux
E/HLPF/2023/5	Note du Secrétariat transmettant la compilation des principaux messages relatifs aux examens nationaux volontaires de 2023
E/HLPF/2023/6	Note du Secrétariat transmettant le résumé établi par les Coprésidents à l'issue du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable
E/HLPF/2023/7	Résumé, établi par la Présidente du Conseil économique et social, des travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil à sa session de 2023 (New York, 10-14 et 17-19 juillet 2023).
E/HLPF/2023/L.1	Projet de rapport
E/HLPF/2023/INF/1	Liste des participants
E/HLPF/2023/INF/2	Note du Secrétariat transmettant la liste des représentant(e)s ayant présenté des examens nationaux volontaires lors de la session de 2023 du forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisée sous les auspices du Conseil économique et social.
